Burundi : les étudiants dénoncent une "politisation" de leur grève

@rib News, 10/04/2017 â€“ Source AFP Les Ã©tudiants des universitÃ©s burundaises ont dÃ©noncÃ© lundi "une tentative de politisation" de leur mouvement de grÃ¨ve, lancÃ© il y a deux semaines pour protester contre la transformation de la bourse scolaire en prÃªt remboursable aprÃ¨s les Ã©tudes. Le prÃ©sident burundais Pierre Nkurunziza a signÃ© le 1er fÃ©vrie un dÃ©cret transformant la bourse d'Ã©tude Ã laquelle avait droit tout Ã©tudiant du public ou du privÃ©, sous certaines conditions (nationalitÃ©, un seul redoublement par cycle...), en un prÃªt-bourse.

Les nouveaux entrants Ã l'universitÃ© devront dÃ©sormais rembourser l'argent avancÃ©, une fois leurs Ã©tudes terminÃ©es. Les conditions d'octroi posÃ©es par le nouveau dÃ©cret deviennent aussi plus draconiennes. Ce dÃ©cret a dÃ©clenchÃ© une mobilisation immÃ©diate des Ã©tudiants. Ceux de l'UniversitÃ© du Burundi (UB) et de l'Ecole normale supÃ©rieure (ENS), deux des trois universitÃ©s publiques, ont lancÃ© un mouvement de grÃ¨ve fin mars. A lâ€™Institut national de santÃ© publique (INSP), la troisiÃ¨me de ces universitÃ©s publiques, qui regroupent 18.000 Ã©tudiants, ils ont envoyÃ© un prÃ©avis de grÃ¨ve Ã leur direction qui court jusqu'au 15 avril. "Nous, reprÃ©sentants des Ã©tudiants des universitÃ©s publiques (...), nous nous inscrivons en faux contre la politisation de nos dolÃ©ances", ont accusÃ© lundi, dans un communiquÃ© commun, des reprÃ©sentants des Ã©tudiants de ces trois universitÃ©s. Ils dÃ©noncent "l'implication des corps de sÃ©curitÃ©", c'est-Ã -dire police et le Service national de renseignement (SNR), qui ont selon eux envenimÃ© la situation en pratiquant "l'intimidation" et "l'incarcÃ©ration" des Ã©tudiants. Des Ã©tudiants de l'UB avaient envoyÃ© fin mars au prÃ©sident Nkurunziz une lettre exigeant le retrait de ce dÃ©cret et menaÃ§ant d'une grÃ¨ve s'il ne se pliait pas Ã leur demande. Le gouvernement a rÃ©pliquÃ© en faisant arrÃªter des signataires de cette lettre, ce qui a prÃ©cipitÃ© le dÃ©clenchement de la grÃ¨ve. La police a confirmÃ© que quatre d'entre eux avaient Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s et Ã©taient poursuivis pour "prÃ©paration d'une insurrection". Deux de leurs collÃ¨gues ont Ã©galement Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s dans la rue samedi et dimanche dans la capitale Bujumbura par des policiers et des agents en civil, ont indiquÃ© lundi Ã l'AFP des tÃ©moins et une source policiÃ¨re. Les Ã©tudiants de l'UB, l'ENS et l'INSP ont dÃ©clarÃ© protester contre une dÃ©cision qui "va Ã©liminer les enfants issus de famille paysannes et pauvres de l'enseignement supÃ©rieur". Les quelque 30.000 Ã©tudiants des universitÃ©s publiques et privÃ©es recevaient jusque-lÃ une bourse mensuelle de 32.000 francs burundais (18 euros). Au Burundi, la grande majoritÃ© des Ã©tudiants sont issus d'un milieu rural, les paysans reprÃ©sentant environ 90% de la population. Depuis des annÃ©es, les gouvernements successifs ont tentÃ© de procÃ©der Ã cette rÃ©forme, rendue nÃ©cessaire par la multiplication par quatre du nombre d'Ã©tudiants lors de la derniÃ¨re dÃ©cennie. Mais ces tentatives se sont toujours brisÃ©es sur une forte mobilisation Ã©tudiante. "Cette fois, le pouvoir a pensÃ© qu'il pouvait profiter du climat de terreur qui rÃ¨gne dans le pays (...) Mais nous sommes dÃ©terminÃ©s Ã rÃ©sister pour ceux qui sont issus de milieux pauvres", a dÃ©clarÃ© Ã l'AFP l'un des dÃ©lÃ©guÃ©s d'Ã©tudiants, sous couvert d'anonymat. Le Burundi traverse une grave crise politique Ã©maillÃ©e de violences depuis la candidature en avril 2015 du prÃ©sident Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat controversÃ© et sa rÃ©Ã©lection en juillet de la mÃªme annÃ©e. Ces violences ont dÃ©jÃ fait de 500 morts Ã 2.000 victimes, selon les sources (ONU et ONG), des centaines de cas de disparition forcÃ©e et de torture, et ont poussÃ© Ã l'exil plus de 400.000 Burundais.

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});